

## **Réenchanter la Politique**

Nous venons de vivre une année riche en élections, la présidentielle, puis les législatives. Nous avons un nouveau président porté au pouvoir par 51,62 % des votes. Il dispose non seulement d'une majorité confortable issue des législatives, mais également au Sénat et en régions. Il devrait y avoir là de quoi pouvoir mettre en oeuvre les réformes dont le pays a besoin.

Malheureusement, les choses ne sont pas aussi simples. Si l'on regarde le nombre de suffrages qui se sont dirigés vers François Hollande au premier tour, ils ne sont que 22,31 % les citoyens inscrits qui lui ont apporté leur bulletin. Ces électeurs étaient la résultante d'une première sélection organisée dans le cadre des primaires socialistes. Au premier tour de celle-ci il a avoisiné 40 %. En gros cela veut dire qu'avant le jeu des ralliements successifs, par obligation, un peu moins d'un Français sur 10 l'espérait comme futur président. Peut-on vraiment penser qu'il a en main le pouvoir pour répondre aux attentes des uns et des autres ? Assurément non.

Le chiffre des abstentions a grandement fait la une des médias tout au long de cette période électorale.

C'est une tendance lourde qui perdure et s'amplifie. Que ce soit pour les élections présidentielles où pour les législatives ce taux ne cesse d'augmenter depuis 1965. Aux législatives il avoisine maintenant les 40 %. Évidemment, comme toujours les hommes politiques sont pratiquement tous satisfaits de leurs résultats et nous expliquent pourquoi, arguments à l'appui. Par exemple si Nicolas Sarkozy n'a pas été réélu malgré son score très honorable, si l'UMP n'a plus la majorité à l'assemblée, tant s'en faut, c'est de la faute du Front National qui pour des raisons de personnes et par stratégie a voté contre ses propres valeurs ! Y croient-ils vraiment ? Pour ma part je pense que cette abstention est un véritable désaveu des citoyens face au système politique qui

assurément ne permet pas de répondre à leurs attentes. Jean-Luc Mélenchon l'a crié tout fort comme à son habitude : *"l'abstention n'est pas une case creuse, c'est une forme d'insurrection civique de gens qui disent qu'ils en ont ras le bol, et ça s'adresse à tout le monde"*.

On a beau dire que l'abstention n'est pas prise en compte dans les résultats et que ne pas voter relève d'un comportement tout à fait déplorable, il s'agit tout de même d'un fait particulièrement important et grave. C'est effectivement une façon de montrer son insatisfaction devant l'impossibilité de l'exprimer autrement. Je ne pense pas que les hommes politiques ne le comprennent pas. Je crois plutôt qu'ils font semblant de l'ignorer, parce que ça les arrange, et qu'ils sont contraints de le faire pour continuer à jouer le jeu du système dans lequel ils s'agitent.

C'est pourtant un jeu dangereux, "le ras-le-bol" est présent tous les jours, et se manifeste de plus en plus souvent dans la rue, même par des catégories sociales qui n'avaient pas l'habitude de le faire. Il s'exprime aussi dans les entreprises, par le malaise de plus en plus révélé des salariés, par les séquestrations de dirigeants, par la destruction d'outils de travail. Attention à l'escalade, aux surenchères irresponsables, qui plus est, lorsque nos élites dirigeantes les attisent par des déclarations maladroites, inconséquentes, voire déraisonnables ou des comportements inacceptables.

Avec ces pourcentages peut-on vraiment croire que les citoyens sont représentés démocratiquement ? Bien sûr on pourra rejeter la faute sur eux au "bon prétexte" qu'ils n'avaient qu'à aller voter. Ce constat ne s'applique pas qu'à la France et l'on peut dire à peu près la même chose pour l'Europe entière.

Je pense que la véritable raison provient du fait que les citoyens ont de plus en plus le sentiment que leur vote ne sert à rien, qu'il n'a aucune influence sur les décisions qui sont prises par les élus qui nous gouvernent. Pourtant notre quotidien découle de ces décisions et ce n'est pas celui que nous voulons. Il en est de même vis-à-vis des élus qui se trouvent dans l'opposition et qui donnent l'impression de n'agir de leur côté que par obstruction systématique, invectives, dénigrement. À cela s'ajoute le fait que la classe politique donne le sentiment que ses intérêts personnels prennent largement le pas sur celui des citoyens. C'est dû au comportement de quelques-uns et au langage permanent

qui consiste à ne parler que de futures victoires au détriment de l'adversaire. Ce ne sont pas des victoires que nous voulons, mais de la justice, de l'équité, du bien-être et du bon sens.

À vrai dire notre démocratie aujourd'hui n'est pas vraiment une démocratie représentative. C'est plutôt un mixte entre l'Assemblée Nationale où elle devrait normalement s'exercer, les médias, et la rue. Nos élus sont "étouffés" par les différentes pressions dont ils sont l'objet, celle des puissances financières ou les consignes de partis. La presse ne remplit pas son devoir d'information "objective" qui pourrait constituer un bon garde-fou. Son pouvoir d'influence est énorme et elle est trop souvent partisane. La rue ? Pourquoi pas à l'occasion lorsqu'il n'y a vraiment plus d'autres moyens, c'est toujours un mauvais signe pour la démocratie.

On ne peut pas dire non plus que dans l'ensemble les gens se désintéressent de la politique. Ils sont de plus en plus nombreux à comprendre que la Société dans laquelle ils vivent ne tourne pas rond et va dans le mur. Cela est de plus en plus exprimé, tout particulièrement dans le domaine de l'environnement, du respect de la planète, mais aussi de la justice sociale et de l'équité. C'est le cas en France tout comme en Europe. Les citoyens attendent que le système politique propose et mette en place un vrai projet de Société nouvelle, correspondant à leurs aspirations.

La campagne pour l'élection présidentielle de 2007 en France a vu une forte mobilisation pour aller voter. Certainement parce que Nicolas Sarkozy et Ségolène Royale, par leur charisme, François Bayrou, d'une certaine manière par la présentation de quelques idées intéressantes, ont donné espoir que ce changement pourrait arriver.

Aux États-Unis grâce à Barack Obama doté lui aussi d'un très grand charisme, cet espoir a également mobilisé beaucoup d'électeurs. Hélas, par la suite on s'aperçoit que les bilans et les perspectives sont extrêmement loin des espérances suscités lors de la campagne.

Il n'y a pratiquement pas eu de campagne pour les élections européennes de juin 2009. Personne n'a fait naître de telles espérances, c'est ce qui explique que l'abstentionnisme a atteint des sommets. Petit bémol pourrait-on dire, en France, Europe Écologie, a sans doute fait la meilleure campagne, sur des thèmes de plus en plus

porteurs dans le coeur des citoyens. Le passage à la télévision du film "HOME" à la dernière minute l'a peut-être un peu dopée, mais elle est la seule formation qui peut se glorifier d'un très bon résultat bien inattendu.

Je considère que cela vient en appui de mon point de vue. Beaucoup ont été emplis d'une grande espérance qui s'est largement effritée au bout de quelques mois, pour se transformer en rejet, au fur et à mesure que le temps passait. Conséquence, dans toutes les élections européennes, le gouvernant en place a systématiquement été remplacé lors de la consultation suivante.

Notre société est confrontée à d'énormes défis. Ils ne pourront pas être relevés en continuant sur les recettes du passé. Si la politique est véritablement l'outil qu'il faut pour faire avancer les choses vers un monde plus équitable, le personnel politique n'a pas la capacité de réaliser ce miracle, tout simplement parce que le système ne le permet pas. Aujourd'hui il est pratiquement impossible de faire passer quelque réforme que ce soit, même si elle est indispensable. Toute proposition est quasi systématiquement rejetée par l'opinion qui n'hésite pas à descendre dans la rue pour s'y opposer. La classe politique de quelque bord qu'elle soit en est totalement responsable par son comportement.

Notre Société ne tourne pas rond. Tout le monde le sent bien, mais personne ne sait par quel bout prendre la chose. Ceux qui nous dirigent sont impuissants. Certains trop gâtés ne veulent rien lâcher de leurs privilèges, d'autres doutent, sont inquiets, mais préfèrent faire l'autruche. Ceux qui sont dans l'action, nos gouvernants, les chefs d'entreprise, les cadres, voire la grande masse des employés, quels qu'ils soient, sont prisonniers du système dans lequel ils se trouvent. Ils ont pourtant conscience de la gravité de la situation. La pression permanente qu'ils subissent pour accomplir leurs tâches ou leurs missions, le flot du quotidien, les urgences tous azimuts, ne leur laisse pas la possibilité d'envisager les véritables mesures qu'il faudrait prendre pour faire face à l'ampleur effective de tous ces problèmes.

La grande majorité des citoyens, actifs ou inactifs, est de plus en plus lucide vis-à-vis de cet état de choses. Elle aspire à un changement radical, tout en le redoutant. Le constat de l'inanité de son pouvoir d'action paralyse la plupart des individus. Tous les

comportements se manifestent pour se déculpabiliser de cette impression d'impuissance : colères, révoltes, désintéressement, apathie, insultes, dénigrement, réclamations futiles, et bien d'autres.

Ces crises qui nous tombent dessus, ces défis que nous allons devoir relever, de quoi s'agit-il ?

Très schématiquement, il y a en premier lieu tous les problèmes concernant notre environnement, notre planète, l'écologie. Épuisement des ressources naturelles, ruptures d'équilibre pouvant conduire à des catastrophes, risques de pandémies accrus par nos comportements (déplacements excessifs, concentrations monstrueuses d'élevages animaliers, par exemple). Crise financière mondiale résultant de l'inconséquence de quelques-uns, de la course au profit. Dettes invraisemblables de nombreux pays en raison de la fuite en avant déraisonnable décidée par des gouvernants irresponsables. Une fois de plus ce sont les populations les plus fragiles, les plus démunies qui vont en payer la facture.

Une autre menace commence à pointer le bout de son nez, il s'agit d'un risque de pénurie alimentaire sans précédent. C'est d'autant plus inacceptable, que la planète pourrait aujourd'hui nourrir correctement l'ensemble de ses habitants. Cette crise s'est déjà manifestée violemment à travers les émeutes qu'elle a provoquées (Haïti, Cameroun, Mexique, Égypte, Burkina Faso, ...). Des prévisions indiquent que 1,2 milliard d'êtres humains pourraient avoir chroniquement faim d'ici à 2025. Tous les pays, même les plus riches seront touchés. Comme toujours il n'y a pas une cause unique pour expliquer ce phénomène, mais au contraire une conjonction de facteurs. La dégradation des sols en raison des pratiques soi-disant modernes pour augmenter la production de masse et les profits (déforestation, usage inconsidéré de l'agrochimie, manipulations génétiques aveugles, élimination des paysans remplacés par de grandes structures, etc.). L'accroissement de la consommation de protéines animales fait que de nombreuses terres sont aujourd'hui transformées en pâtures pour le cheptel. La diminution considérable de la biodiversité végétale et animale, ainsi que la destruction des abeilles qui assurent la pollinisation indispensable à 30 % de notre alimentation. Les changements climatiques y participent, tout comme l'épuisement des gisements

pétrolifères qui risquent d'être compensés par des ressources végétales, au détriment de la nourriture.

Comment ne pas redouter aussi les risques d'explosions sociales planétaires ? L'information est instantanée quelque soit l'endroit où l'on se trouve dans le monde. L'indécence affichée par quelques-uns s'exprimant en millions d'euros, chaque jour sur les ondes radio ou à la télévision, provoquent (comment ne pas le comprendre) des colères dangereuses chez ceux qui sont touchés par les conséquences des dégâts causés par un certain nombre d'irresponsables. On ne sait jamais comment peuvent se terminer des débordements mal maîtrisés de quelques manifestations bien normales au départ.

Que d'inconscience dans certaines déclarations de personnalités du monde politique pour tenter de reprendre quelques points dans les sondages, et qui relayées par les médias, jettent de l'huile sur le feu bien stupidement. Ces risques sont présents aussi dans nos sociétés même si la protection sociale atténue l'ampleur des drames qui touchent nombre de personnes surtout parmi les plus fragiles, les plus démunies. Ils existent assurément de manière encore beaucoup plus forte dans toutes les parties du globe où le problème numéro un des populations est la survie alimentaire quotidienne, considérablement aggravée par la crise mondiale.

Que peut-il se passer dans la tête de ces gens qui font le parallèle entre leur situation et nos richesses exposées chaque jour sur l'écran de leur poste télévision ? Comment ne pas faire de rapprochement à ce propos avec les révolutions qui viennent de toucher quelques pays du Maghreb ? Malgré les drames, les morts, les souffrances qui ont frappé les peuples en question, on peut dire que cela ne s'est "pas trop mal passé". Cela aurait pu être pire, la Syrie en est aujourd'hui le triste exemple. Hélas, si les populations de ces états trouvent un peu plus de démocratie, je doute que leurs conditions d'existence changent beaucoup. Certes les nouveaux dirigeants vont tenter d'organiser les choses différemment, guidés par leurs idéologies, amélioreront-ils vraiment le niveau de vie de leurs concitoyens ? Ce sont les "guerriers" qui ont pris le pouvoir, pas les humanistes ! Nos démocraties représentatives feraient bien de se méfier et de se poser la question de savoir si nos représentants représentent bien ceux qu'ils sont censés

représenter, que ce soit ceux qui les ont élus ou ceux qui auraient préféré un autre représentant dans leur circonscription.

Mais au fait, qu'attendons-nous, dans quelle société aimerions-nous vivre ? Beaucoup de souhaits sont formulés la plupart du temps en vrac, sur des points de détail et de façon hétéroclite. Il me semble cependant que l'on peut retenir un certain nombre d'expressions convergentes sur lesquelles s'appuyer pour essayer de définir une sorte de synthèse à même de recueillir une adhésion largement majoritaire.

Dans le domaine économique et social par exemple nous voulons une société qui nous procure des "*biens*", comme c'est déjà le cas actuellement, mais aussi une "*qualité de vie*", meilleure que celle d'aujourd'hui.

Des *biens matériels* pour vivre correctement et agréablement. Nous réalisons énormément de choses pour nous loger, nous soigner, nous nourrir, nous former, pour nos loisirs, etc. Certaines sont indispensables, d'autres fort utiles, quelques-unes superflues et quelques autres plutôt stupides. À côté de ces produits, on trouve des *services*, qui répondent la plupart du temps aux mêmes préoccupations. On peut remarquer que la possession ou l'usage de ces biens et services est bien mal réparti, de façon fort inéquitable, ce qui est une première source de problèmes. Les biens matériels sont issus de matières pratiquement toutes prélevées sur notre bonne planète Terre, ressources qui ne sont pas infinies. Dans le cas des services, c'est la disponibilité et la compétence des individus qui les rendent qui constituent une limite. Tous, biens et services, tant s'en faut, n'ont pas la même utilité, d'un point de vue humaniste.

Que peut-on mettre dans l'expression de ce besoin de "*qualité de la vie*" ? Des choses disparates certes, mais, que l'on peut regrouper en trois catégories.

Tout d'abord *la sécurité*, matérielle pour ses biens, physique pour soi-même, sécurité de l'emploi, sécurité pour sa santé. Etc.

Ensuite, *du temps libre*, pour pouvoir profiter de la vie, c'est-à-dire de ses proches, de ses amis, de ses loisirs, pour se cultiver, etc. Assurément, on est bien conscient que pour bénéficier de tout cela il faut des ressources et que pour avoir des ressources il faut travailler. Mais, à quoi cela sert-il d'amasser en travaillant beaucoup, si le temps pour en profiter nous manque ?

En troisième lieu, *de la justice sociale*. Avec les moyens de communication modernes, toute la misère du monde s'invite chez nous à travers les médias, tout particulièrement la radio et la télévision. Les organisations caritatives ont la cote, le nombre de personnes qui s'impliquent d'une manière ou d'une autre pour aider celles et ceux qui sont en situation de sérieuses difficultés est impressionnant : restos du coeur, Téléthon, pièces jaunes, etc., sans oublier la multitude de petites organisations ou d'initiatives locales non médiatisées. Il est vrai que la misère est grande également dans nos sociétés occidentales qui pourtant possèdent à elles toutes seules 80 % de la richesse mondiale.

Imaginons que l'on trouve des réponses concrètes pour satisfaire ces attentes. Il est certain qu'il ne peut pas s'agir de mesurées ou d'aménagements apportés aux systèmes en place, comme cela se pratique tous les jours et qui, on le voit bien, ne résolvent jamais aucun problème. Ce qu'il faut ce sont des constructions nouvelles, pour remplacer les vieilles structures obsolètes, souvent devenues des usines à gaz en raison des replâtrages, des verrues dont on les a affublés. Elles existent. Le plus dur n'est pas de les avoir mises au point, le plus dur reste à faire, il faut les installer. Et, croyez-moi, cela ne sera pas chose facile.

Il est certain que les puissances financières ne militeront pas en faveur de tels changements, ce n'est franchement pas leur intérêt. Toutes les personnes en place en commençant par les "grades les plus élevés" risquent d'y percevoir un danger pour leur situation que ce soit dans le domaine politique, ou dans les administrations. Qui plus est, il est toujours extrêmement difficile lorsque l'on est dans l'action quotidienne, "le nez dans le guidon", de prendre le recul nécessaire pour envisager et accepter les "bouleversements" indispensables à la réussite de tels projets. Les entreprises le savent bien et n'hésitent pas à faire appel à des intervenants extérieurs dégagés des contingences quotidiennes et non marqués par toutes les attaches bien naturelles vis-à-vis du contexte dans lequel vivent les gens de l'entreprise, qu'elles soient sentimentales ou forces de l'habitude.

En politique il y a les hommes et le système. Les hommes, si quelques-uns d'entre eux percevaient le réel enjeu de ces changements et voulaient véritablement s'engager



pour tenter de le mettre en oeuvre, le système tel qu'il est les en empêcherait. Lorsque l'on regarde bien, on s'aperçoit que leur marge de manoeuvre est extrêmement faible tant ils se sont bridés par les détenteurs d'intérêts financiers, par les règles en vigueur, par les technocrates de toutes sortes, les idéologies, et surtout leur comportement. Il faut gagner les élections répètent-ils sans cesse, traduisez : "gagner les places", et tout est bon pour cela : critiques excessives, voire calomnieuses des personnes, des actions, des solutions proposées, quelles qu'elles soient. L'autre qui n'est pas du même bord est un adversaire à abattre et tous les coups sont permis. Comment les intéressés peuvent-ils accepter quelques réformes que ce soit sans avoir peur de "se faire avoir", puisque l'ensemble du système politique qui n'est pas au pouvoir le martèle sans vergogne, qu'ils vont se faire avoir ? Alors tout le monde descend dans la rue pour dire non.

Et si l'on passe en force, que fait le nouveau venu s'il n'est pas du même bord à l'élection suivante : il "détricote". Pour éviter ces écueils, le porteur du projet est tenté de faire des concessions, chercher à obtenir un compromis. Le contenu est fatalement dénaturé (quelques hommes qui n'étaient pas du sérail ont osé le proclamer, je pense à Francis Mer par exemple, ou Martin Hirsch plus récemment à propos du RSA). Je me souviens aussi de Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Écologie, qui, interviewé sur RTL au sujet de la loi dénommée "Grenelle environnement", a répondu au journaliste qui lui demandait pourquoi elle avait été adoptée à la quasi-unanimité en octobre 2008 : *"c'est très simple, ce projet a fait l'objet d'un énorme travail en amont, et sur les 2000 amendements qui ont été déposés, nous en avons retenu 400"*. Dans quelle entreprise accepterait-on qu'un projet travaillé par un groupe d'experts du domaine concerné puisse, lorsqu'il est présenté à la direction générale, nécessiter autant de modifications ? De deux choses l'une, ou le projet est mal conçu, ou le fait d'approuver autant d'amendements ne peut que le dénaturer.

Les intéressés eux-mêmes peuvent avoir peur du changement s'ils ne perçoivent pas qu'il va se faire en leur faveur. Pourtant, je pense qu'ils représentent la seule force capable d'envisager un tel saut dans l'avenir. C'est donc sur eux qu'il faut miser et pour cela mettre en place la "clé" qui permettra de gagner leur confiance et leur adhésion.

Si l'on y réfléchit bien, ceux qui sont le mieux placés pour savoir parmi les différentes solutions que l'on peut prendre en considération, qu'elle est celle qui devrait être la plus adaptée, bien évidemment ce sont les citoyens eux-mêmes. Attention, je dis bien pour choisir et non pas pour construire. Ce qui revient à dire qu'il faudrait que notre démocratie représentative évolue vers une démocratie plus directe. C'est ce qui existait à Athènes il y a quelque 2000 ans. Sur le forum, c'est le peuple qui votait pour signifier sa préférence. C'était faisable parce qu'ils n'étaient pas trop nombreux. À vrai dire tout le monde n'était pas citoyen, les esclaves par exemple n'avaient pas ce droit de vote, cela simplifiait assurément les choses. Le temps passant, les populations étant de plus en plus importantes cette façon de procéder n'était évidemment plus gérable. Mais aujourd'hui avec les nouveaux outils de communication cela change totalement la donne et je suis convaincu qu'une telle évolution est maintenant possible et bénéfique.

Entendons-nous bien il ne s'agit pas du référendum tant redouté par nos dirigeants, car il est presque systématiquement détourné par les électeurs en plébiscite pour ou contre celui qui l'a proposé. Je ne parle pas non plus de "démocratie participative", quelle stupidité ! Participer à quoi ? À construire les solutions ? Il est déjà extrêmement difficile d'y parvenir sur quelque projet que ce soit lorsque le décompte des participants dépasse la dizaine d'individus. Il est quasiment impossible de débattre, partager des idées, si le nombre des présents est conséquent. Par contre, chacun peut essayer de les faire connaître par des écrits, des conférences, des discussions dans des cercles ou associations de toutes natures, voire au Café du Commerce. Si c'est cela la démocratie participative, elle existe depuis longtemps, même si elle n'est pas pratiquée par tout le monde, car malheureusement le point noir c'est de voir aboutir sa contribution à celui qui va pouvoir l'inclure dans son étude. Et fâcheusement, plus les apports sont abondants plus il est difficile au décideur de la déceler au sein de la multitude. La démocratie directe c'est permettre au peuple de choisir lui-même, parmi un certain nombre de propositions construites par des experts, celle qui lui plaît le mieux.

J'entends arriver au grand galop le mot "populisme" pour qualifier une telle proposition. Il est négatif et péjoratif à souhait et cela peut paraître une bonne défense pour tenter de préserver des situations acquises, un pré carré bien précieux. Je ne

rentrerai pas dans la polémique, le risque est trop grand de s'y embourber et de ne plus pouvoir en sortir. En gros les définitions courantes du "populisme" parlent d'attitudes politiques consistant à satisfaire des revendications immédiates du peuple, de types de discours critiquant les élites en prônant le recours au peuple. En réalité, comme l'a dit l'historien Philippe Roger, il se rapporte à *"un complexe d'idées, d'expériences et de pratiques qu'aucune typologie, si fouillée soit-elle, ne saurait épuiser"*. Je préciserai donc un peu plus loin comment j'imagine voir fonctionner une telle proposition. En l'instant présent, je préfère pour ma part entre deux maux retenir celui qui se cacherait derrière le mot populisme à celui qui découle de ce qui se désigne à l'aide du terme "oligarchie". Il me plaît pour cela de faire référence à Rubens Ricupero, secrétaire général de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) lorsqu'il déclare que : *"les maîtres de la "mondialisation globalement positive", sont des oligarchies détentrices du capital financier mondialisé, appuyées sur la puissance militaire des États-Unis. Leur empire est planétaire. Leur motivation : la maximalisation des profits dans le laps de temps le plus court possible."*

Il me semble normal d'être plus explicite sur le schéma selon lequel pourrait s'organiser la mise en place de "cet espace de démocratie directe". Je vais le faire en indiquant les grandes lignes, le cadre dans lequel se situe cet écrit ne permettant pas de rentrer dans le détail. J'imagine quatre phases :

***Recenser les sujets à traiter.*** C'est le rôle d'une structure indépendante qui doit le faire de façon professionnelle et systématique, avec une forte objectivité, tout en veillant à ce qu'il corresponde bien aux attentes des intéressés. Cette étape se matérialise par des cahiers des charges pour chaque question, exprimés d'une manière exhaustive et neutre. Les différents sujets font l'objet d'une classification par genres.

***Construire et formuler les réponses envisageables.*** C'est l'affaire de spécialistes, d'experts choisis en fonction du thème à traiter. Pour imaginer cette phase, on peut dire qu'elle s'apparente à la réalisation d'un appel d'offres lancé auprès de cabinets d'architectes pour un projet immobilier. La rémunération pourrait comprendre deux composantes, une partie fixe pour le travail engagé et une "prime qualité" proportionnelle à l'intérêt marqué par le vote des citoyens pour telle ou telle proposition.

C'est aux "architectes" de chaque projet d'en assurer la présentation, à l'aide d'une synthèse et d'outils de communication. Le dossier complet peut être consultable à la demande sur Internet. Il va de soi que les différentes études sont accompagnées des données budgétaires correspondantes et que les avantages et pourquoi pas les inconvénients doivent être mis en valeur .

**Choisir parmi les propositions**, c'est l'affaire des citoyens par un vote. Les outils modernes de communication (Internet) en permettent la mise en oeuvre assez facilement. La sécurité des scrutins doit pouvoir être gérée correctement, on arrive à le faire de mieux en mieux pour les transactions financières ou les déclarations d'impôts, alors pourquoi pas pour ce cas de figure. C'est une manière de procéder qui existe déjà ponctuellement dans quelques pays comme le Canada ou la Suisse (votation). En démocratie directe ce serait systématique pour toutes les questions d'une certaine importance, à l'exclusion des problèmes de détails qui rentrent dans le cadre de la gestion "quotidienne". Les limites seraient bien sûr à préciser, on pourrait commencer par les sujets les plus significatifs et étendre l'éventail après un délai de maturation.

**Mettre en oeuvre les solutions retenues**. C'est-à-dire faire marcher le système. C'est le rôle de la fonction publique, des organismes, d'entreprises, etc. Il convient que ce soit géré. Le peuple étant à la fois l'employeur et l'actionnaire, c'est lui qui va choisir son équipe de pilotage, à commencer par le "Président" et ses principaux "cadres", comme il le fait actuellement lorsqu'il élit ses représentants.

Regardons maintenant ce que pourraient être les conséquences d'un tel changement. Je pense que ce serait considérable.

Tout d'abord les citoyens trouveraient là une réelle motivation à se réintéresser à la politique, puisque leur vote s'appliquerait à des sujets qui les concernent directement. Les "architectes" des différentes études réalisées seraient dans l'obligation de construire des projets correspondants véritablement aux attentes des intéressés pour avoir les meilleures chances de recueillir un maximum de suffrages (conditionnant leur intéressement financier).

Ils devront les présenter le plus clairement possible pour la même raison. C'est à dire avec une synthèse explicite, des arguments compréhensibles portants sur le contenu et

non sur des individus, "les adversaires", comme cela se fait en permanence actuellement. On aurait un vrai débat sur la chose. Certes chacun pourrait dénigrer les propositions concurrentes, mais dans ce cas cela apporterait aux électeurs des éléments de comparaison concrets. Sans doute serait-il intéressant d'avoir une structure neutre dont le rôle serait de qualifier la teneur des déclarations des parties en présence. Elle pourrait vérifier leur véracité, leur objectivité, tout en portant ses conclusions à la connaissance des citoyens pour éviter les assertions mensongères, les calomnies et autres affirmations pouvant les induire en erreur.

Cela aurait l'avantage de responsabiliser tout le monde. Aujourd'hui il est facile de promettre tout et plus encore. À chacun sa surenchère. L'incidence financière de chaque solution dans le budget global de la nation et ses conséquences sur la dette, les impôts, les autres projets inciteraient chaque citoyen à prendre conscience que tout n'est pas possible. La plupart d'entre eux savent le faire dans leurs entreprises, dans leurs budgets familiaux.

Les risques de pression de groupes d'intérêts réclamant en leur faveur des modifications (amendements) au projet, ce qui ne manque jamais de le dénaturer, seraient fortement réduits. C'est assez facile d'exercer ces pressions auprès d'un petit nombre d'élus, pratiquement impossible vis-à-vis d'une grande quantité d'électeurs. Pour la même raison, sans doute, pourrions-nous voir une diminution des grèves à répétition. Celles qui sont en général le fait de quelques groupes de pression ayant un pouvoir de nuisance important à l'encontre de populations d'usagers pris en otages, pour obtenir des avantages particuliers, souvent disproportionnés par rapport aux coûts et conséquences qu'elles entraînent.

La réussite du projet retenu serait grandement facilitée. Je l'ai abondamment constaté en entreprise, chaque fois que les personnes concernées ont été effectivement impliquées dans la décision d'implantation d'un nouveau système, au lieu de s'y opposer, de mettre des bâtons dans les roues pour tenter de le faire capoter, elles ont tendance à l'accompagner positivement et à contribuer à son succès.

Je crois également qu'un certain nombre de projets stupides, inutiles, pour la gloriole, impulsés par quelques personnages influents espérant laisser une trace dans l'histoire, ou

tout simplement persuadés de détenir une idée de génie, ne pourraient plus avoir quelques chances de venir obérer les finances publiques, comme cela s'est déjà vu trop souvent.

Une grande question rejoint celle de la connotation populiste d'une telle proposition : le peuple est-il capable d'endosser pareille responsabilité ? Lorsque j'évoque ce sujet, systématiquement ou presque il m'est dit : "Ce n'est pas possible, la plupart des gens ne sont pas capables de voter correctement". Je commence par préciser que l'on parle de choix et non pas de construction, ce qui en général rassure mon interlocuteur. Puis je lui demande si lui serait apte à le faire. En principe la réponse est oui, tempérée de temps en temps par : "à condition que le projet soit clairement présenté". Cela va de soi. Donc ce sont "les autres" qui posent problème, semble-t-il. Effectivement, tout le monde n'a pas la capacité de bien juger. C'est déjà vrai actuellement lorsque nous élisons nos représentants ou le Président de la République. Si on le retenait, cet argument serait en conséquence de nature à une remise en cause de la démocratie représentative en vigueur dans nombre de pays, et qui nous est enviée par tous ceux qui sont sous le joug de dictatures plus ou moins prononcées. En réalité si tous les citoyens ne sont pas tous potentiellement capables, une bonne majorité le peut cependant même si ce n'est pas au même degré pour tous. Il me semble que l'on pourrait aussi s'interroger sur ce que l'on met derrière le mot "capacité". Ainsi que sur le fait que le bon sens n'est pas forcément toujours l'apanage de ceux qui ont les plus grandes capacités ou qui pensent les avoir.

Comment arriver à le mettre en place ? C'est une véritable révolution et je l'ai exprimé plus haut, il ne faut pas espérer que cela vienne du système et des hommes aux commandes. Il faut du sang neuf. **Un leader entraînant derrière lui une équipe motivée.** Ce serait bien qu'ils aient acquis une expérience dans le milieu politique. Pour rendre obligatoires ces votes directs il faut modifier un certain nombre de choses dans la constitution. La toute première étant d'inscrire cette modalité instaurant l'adoption de la démocratie directe dans laquelle ce sont les citoyens qui choisissent par leur suffrage les solutions qui seront appliquées. Je pense que cela peut se faire par référendum, seule formule pour que les forces en place ne s'y opposent pas. Le leader en question devra être élu Président de la République et devra disposer d'une majorité nette aux

législatives qui suivront, pour pouvoir organiser le référendum. Il faut donc pour cela qu'il ait présenté un programme l'affirmant et que les électeurs aient conscience qu'ils ont là une chance unique de réaliser la plus grande révolution pacifique qu'ils attendent. À eux de le comprendre et plutôt que de *s'indigner*, qu'ils *l'exigent* !